



OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ÉCONOMIE
EMPLOI
INSERTION

**Regard sur
l'économie
et les entreprises
lyonnaises n°65**

FÉVRIER
2025

Une activité ralentie

SYNTHÈSE

L'année 2024 se termine dans un climat de grande incertitude, avec une croissance ralentie mais malgré tout légèrement positive. L'activité des entreprises lyonnaises pâtit du manque de dynamisme de la demande sur le marché national comme à l'export et de nombreuses entreprises affichent des chiffres d'affaires en baisse par rapport à 2023. C'est particulièrement le cas dans l'industrie, avec des effets en cascade pour les sous-traitants des secteurs en difficulté, et dans la construction, marquée par la crise immobilière. L'activité reste plus favorable dans les services, en particulier les services informatiques ou le tourisme.

Dans ce contexte incertain, les entreprises revoient à la baisse leurs investissements et leurs besoins en recrutement. Le nombre des embauches diminue et les effectifs salariés se stabilisent après plusieurs années de hausse. Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans plusieurs intercommunalités du territoire, et notamment dans la métropole de Lyon. Les défaillances d'entreprise sont également en hausse.

Le focus rédigé par ONLYLYON Invest montre cependant que la région lyonnaise reste attractive pour les projets d'implantation, avec des impacts positifs pour le territoire.

Achévé de rédiger le 28 février 2025

Focus : ONLYLYON Invest	2
Le contexte économique	3
Les emplois salariés privés	4
Les recrutements	6
Les demandeurs d'emploi	8
Le taux de chômage	10
Les bénéficiaires du RSA	11
Les créations d'entreprise	12
Les défaillances d'entreprise	13
L'immobilier d'entreprise	14
Actualités des entreprises	15

Focus : les résultats ONLYLYON Invest en 2024

Rédigé par :



En savoir plus

Site internet :

www.onlylyon.com/

Un peu d'histoire

Créée en 1974 et co-présidée par la Métropole de Lyon et la CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne, ONLYLYON & CO (anciennement Aderly) pilote deux programmes : ONLYLYON, programme de marketing territorial B2C et ONLYLYON Invest, programme d'attractivité économique B2B de la région lyonnaise.

En 2024, l'Agence a fêté ses 50 ans, opéré une transformation pour répondre aux nouveaux enjeux industriels, sociaux et environnementaux, et redéfini son socle stratégique, sa raison d'être, ses missions et mis la coopération au cœur de son repositionnement.

ONLYLYON & CO, au service de la robustesse et de la coopération territoriales

ONLYLYON & CO pilote notamment ONLYLYON Invest, le programme de développement économique de la région lyonnaise. Son équipe, composée d'une trentaine d'experts, est chargée d'identifier, attirer, accompagner et connecter les entreprises, les compétences et les solutions technologiquement ou socialement innovantes, qui enrichissent le territoire en répondant à ses besoins pour réussir leur implantation et leur ancrage durables en région lyonnaise.

Dans un contexte de raréfaction des ressources, qu'elles soient foncières, humaines ou naturelles, l'enjeu pour l'agence est de pouvoir attirer en région lyonnaise des entreprises ou activités répondant aux besoins du territoire, pour combler un manque dans les chaînes de valeur ou renforcer les écosystèmes d'excellence. In fine, l'objectif est d'attirer et d'accompagner en région lyonnaise les projets ayant le meilleur impact positif pour le territoire élargi, en prenant en compte 5 impacts : environnemental, social, coopératif, territorial ou productif.

Zoom sur les résultats 2024

En 2024, ONLYLYON Invest a accompagné 62 projets d'implantation, générant la création de 1 263 emplois à trois ans, dont 85 % de projets à impact positif et 40 % de projets à capitaux étrangers. Par ailleurs, 3 solutions (technologiquement ou socialement innovantes attirées sur le territoire) et 6 projets partenariats-ancrage (initiatives de coopération accompagnées entre acteurs exogènes et endogènes) ont pu être réalisés. Enfin, 6 implantés et 3 partenariats ont atterri sur des territoires conventionnés hors métropole de Lyon.

Parmi les entreprises accompagnées en 2024 :

- Novasoie : filiale de l'entreprise MSI, sous-traitant exclusif d'Hermès, spécialisée dans la finition d'accessoires et de textiles d'exception, installée sur Saint-Étienne Métropole pour accueillir à terme 150 emplois, en grande majorité des publics éloignés de l'emploi.
- Zinco Greenroof : groupe spécialisé dans les toitures végétalisées et les solutions de construction durable pour accompagner les villes à s'adapter à l'urbanisation et au changement climatique.
- Thoryzon : groupe néerlandais concepteur et installateur de centrales nucléaires nouvelle génération.



Le contexte économique

Sources

- Banque de France, *Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes*, janvier 2025
- Banque de France, *Les entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes : bilan 2024 et perspectives 2025*
- CCI Auvergne-Rhône-Alpes, *Conjoncture TPE-PME*, février 2025
- Insee Auvergne-Rhône-Alpes, *Note de conjoncture régionale*, n°45, janvier 2025
- Urssaf, *Stat'ur Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes*, n°50, décembre 2024
- Insee, *Note de conjoncture*, 17 décembre 2024
- Insee, *Le PIB se replie légèrement au quatrième trimestre 2024*, *Informations rapides*, 30 janvier 2025

Une activité sans élan

Dans un contexte incertain à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, l'activité économique s'essouffle en France. En 2024, l'activité mesurée par le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 1,1 % en volume en moyenne sur l'année, après +1,1 % en 2023 et +2,6 % en 2022. Le détail des composantes du PIB fait apparaître un ralentissement de la production de biens manufacturés (-0,6 % en un an), en particulier dans le secteur automobile, alors que la production de services conserve le même rythme qu'en 2023 (+2,0 %). L'investissement recule nettement (-1,5 %), en particulier l'investissement en immobilier et en produits manufacturés. La consommation des ménages progresse au même rythme qu'en 2023 (+0,9 %).

Dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, l'activité économique poursuit son ralentissement : sur l'ensemble du troisième trimestre 2024, l'activité mesurée par le nombre d'heures rémunérées par les entreprises évolue peu par rapport au troisième trimestre 2023 (+0,2 %). Cependant, le nombre d'heures diminue de façon continue depuis deux ans dans la construction, et depuis deux trimestres dans l'industrie.

Un impact sur les chiffres d'affaires

Le bilan 2024 dressé par la Banque de France en Auvergne-Rhône-Alpes révèle un recul général des chiffres d'affaires en volume pour les trois grands secteurs enquêtés par rapport à 2023 (cf. graphique). Cette baisse en volume atteint -2,9 % dans l'industrie et -2,5 % dans la construction. Dans l'industrie, les plus fortes baisses concernent les secteurs positionnés en sous-traitance pour l'automobile ; dans la construction, le recul concerne surtout le gros œuvre. Les services marchands sont le seul secteur à enregistrer une hausse du chiffre d'affaires en valeur, grâce à un effet prix positif ; certaines activités restent dynamiques, comme les services informatiques ou le nettoyage des bâtiments.

L'enquête de la CCI Auvergne-Rhône-Alpes auprès d'un panel de petites et moyennes entreprises confirme le net ralentissement de l'activité en 2024. Seul un tiers des entreprises déclare un chiffre d'affaires en hausse par rapport à 2023.

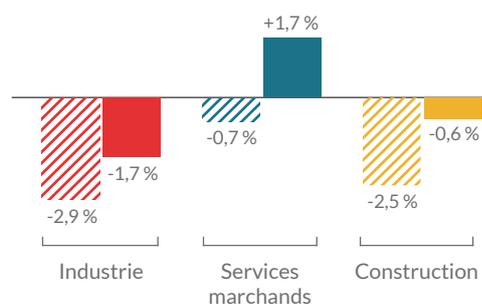
Un manque de visibilité pour 2025

Les chefs d'entreprise interrogés par la CCI Auvergne-Rhône-Alpes affichent une grande incertitude pour les mois à venir : ils sont 80 % à ne pas être confiants dans la situation économique générale, le niveau le plus haut depuis 2019. Le manque de vigueur de l'activité est le principal frein au développement. Les chefs d'entreprise interrogés par la Banque de France se montrent plus optimistes quant à l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2025 (cf. graphique), avec une progression modérée dans la plupart des branches industrielles, à l'exception des fabrications de matériels de transport et de la chimie qui sont attendues en recul.

Ce manque de confiance et de visibilité se retrouve dans les perspectives d'investissement : seules 10 % des entreprises interrogées par la CCI prévoient une hausse de leurs investissements en 2025, le niveau le plus faible depuis 2018. Les perspectives de reprise de l'investissement sont au mieux en 2026 ou 2027.

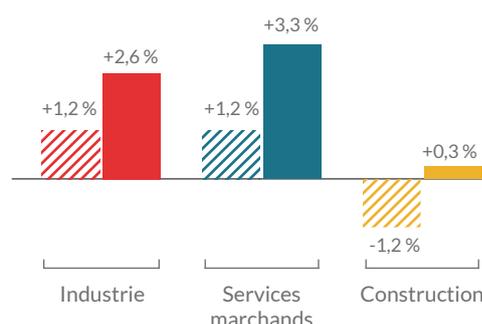
Évolution des chiffres d'affaires en 2024

Hachuré : en volume ; plein : en valeur



Prévisions d'évolution des chiffres d'affaires en 2025

Hachuré : en volume ; plein : en valeur



Source : Banque de France, *Les entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes : bilan 2024 et perspectives 2025*



Les emplois salariés du secteur privé

Clés de lecture

Champ : effectif salarié en fin de trimestre de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole. Les effectifs apprentis sont inclus, mais pas les effectifs intérimaires.

Source : Urssaf Rhône-Alpes. Données brutes, évolutions annuelles.

Périmètres : EPCI du carré métropolitain, CTM de la métropole de Lyon

Lexique

EPCI : établissement public de coopération intercommunale

CTM : conférence territoriale des maires (regroupement des communes de la métropole de Lyon par bassin de vie)

CC : communauté de communes

CA : communauté d'agglomération

Carré métropolitain : périmètre d'étude et d'observation d'Urbalyon

Une petite hausse de l'emploi

Les données du troisième trimestre confirment le ralentissement de la croissance de l'emploi salarié dans le carré métropolitain, à l'image de la tendance nationale. Entre le 3^e trimestre 2023 et le 3^e trimestre 2024, les effectifs salariés progressent de +0,5 % dans le carré métropolitain figurant sur la carte, soit près de 6 630 emplois supplémentaires, contre +1,2 % il y a un an.

Le ralentissement est particulièrement visible dans la métropole de Lyon : après une hausse de +1,8 % entre le 3^e trimestre 2022 et le 3^e trimestre 2023, l'emploi salarié ne progresse plus que de +0,9 % entre le 3^e trimestre 2023 et le 3^e trimestre 2024, ce qui correspond à 5 810 emplois supplémentaires au cours de cette période (contre 11 320 un an auparavant). Parmi les autres EPCI partenaires de l'Agence d'urbanisme, quatre enregistrent des évolutions plus favorables : les CC de la Côtière à Montluel (+3,2 %, soit +230 emplois en un an), de la Dombes (+1,6 %, +100) et de l'Est lyonnais (+1,3 %, +360) et la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse (+1,5 %, +610).

BTP et commerce de détail en recul

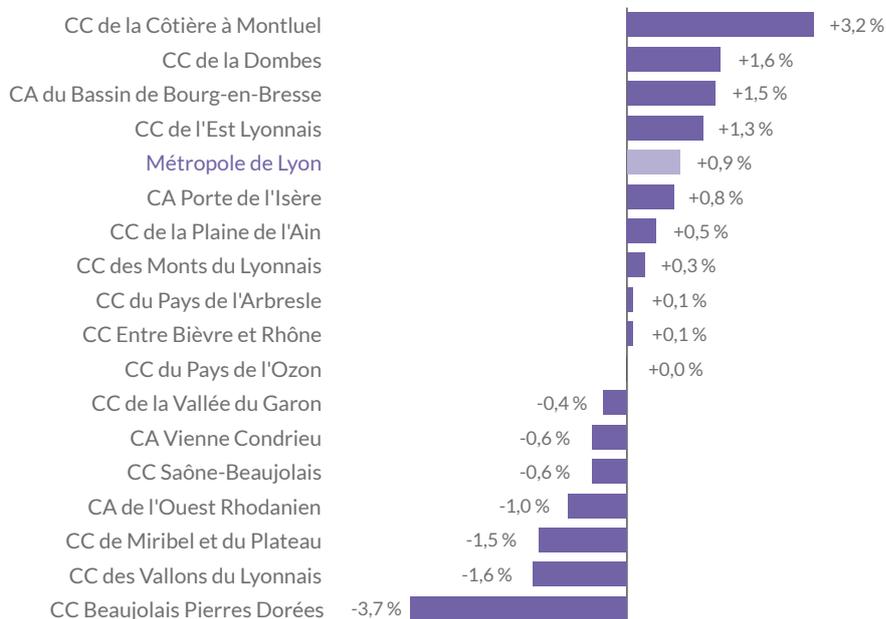
Plusieurs secteurs contribuent à la hausse de l'emploi à l'échelle du carré métropolitain, notamment les services aux particuliers (+1,3 % en un an), le commerce de gros (+1,1 %) et les services aux entreprises (+1 %). Ce sont aussi les trois secteurs les plus dynamiques à l'échelle de la métropole de Lyon, auxquels s'ajoute l'industrie-énergie-environnement (+1,5 %, soit +1 290 emplois).

Deux secteurs affichent un recul marqué du nombre d'emplois à l'échelle du carré métropolitain : le BTP (-1,9 %, soit 1 860 emplois en moins en un an) et le commerce de détail (-1,4 %, -1 370 emplois). Ce recul, qui reflète les difficultés économiques rencontrées par ces deux secteurs, concerne de nombreux EPCI : la métropole de Lyon (-2 % dans le BTP et -2,2 % dans le commerce de détail), les CA Porte de l'Isère (-3,9 % et -4,1 %) et Vienne Condrieu (-2,4 % et -1 %) ou la CC de la Vallée du Garon (-0,6 % et -9,7 %).

L'évolution dans le transport-logistique est plus mitigée, avec une légère progression de l'emploi en un an à l'échelle du carré métropolitain (+0,3 %) mais des baisses marquées dans la CC de la Vallée du Garon (-10,5 %), la CA de Vienne Condrieu (-3,3 %) ou la CC de la Plaine de l'Ain (-1,5 %).

Évolution de l'emploi salarié privé en un an

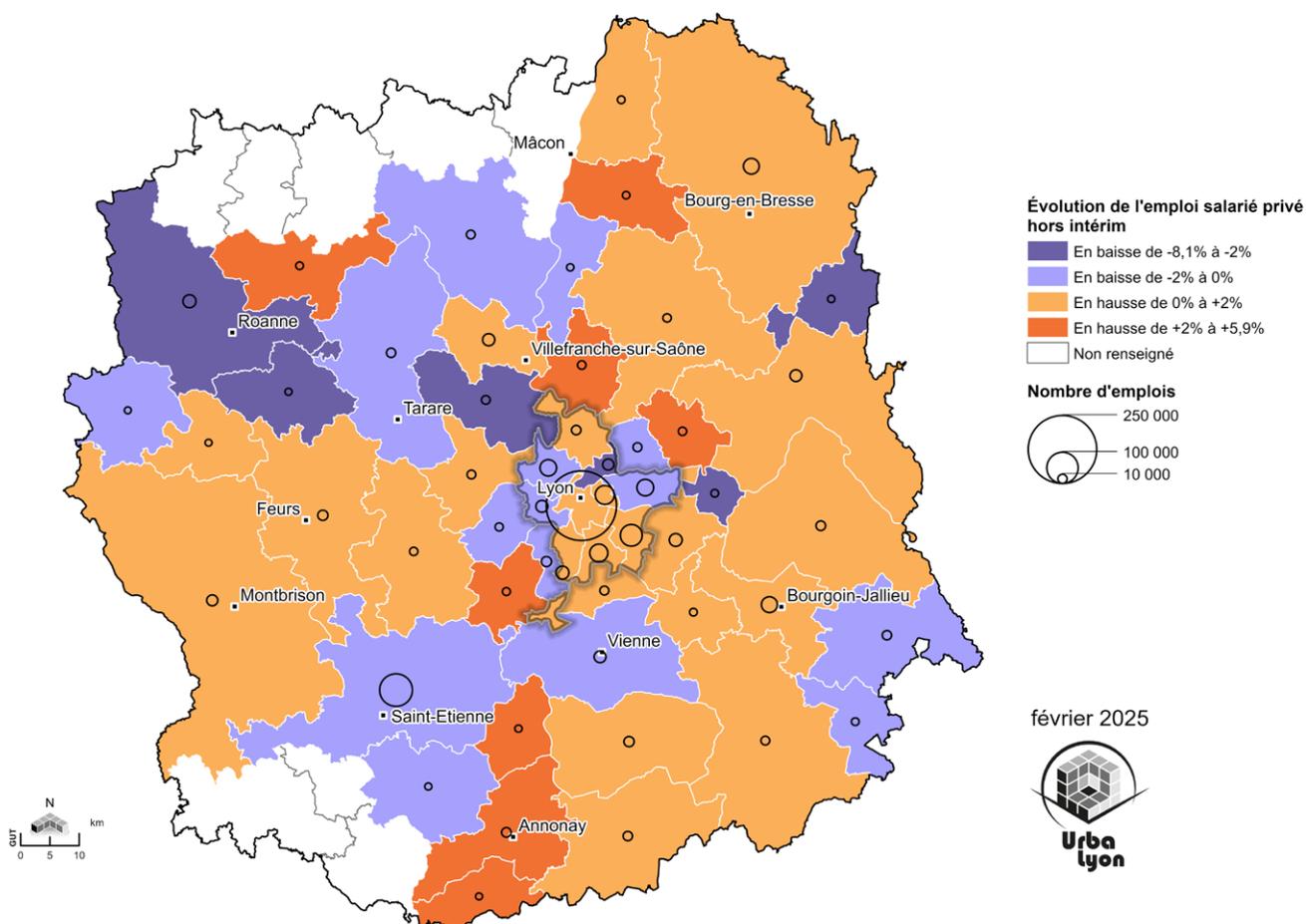
Évolution entre le 3^e trimestre 2023 et le 3^e trimestre 2024



Emploi salarié privé au troisième trimestre 2024 et évolution en un an par secteur

	Emplois T3 2024	Industrie, énergie, environnement	BTP	Commerce de gros et automobile	Commerce de détail	Transports - logistique	Services aux entreprises, finance, immobilier	Services aux particuliers
MÉTROPOLE DE LYON	639 575	+1 288	-791	+848	-935	+340	+3 546	+1 515
CA PORTE DE L'ISÈRE	41 713	-3	-103	+65	-26	+297	+108	+13
CA DU BASSIN DE BOURG-EN-BRESSE	41 241	+133	-42	-22	+6	-37	+168	+405
CC DE L'EST LYONNAIS	28 034	-25	+184	+285	-93	-51	-45	+106
CA VIENNE CONDRIEU	22 930	-25	-70	-29	-20	-68	+30	+53
CC DE LA PLAINE DE L'AIN	22 714	+260	-15	-173	+26	-49	+46	+14
CC DE LA VALLÉE DU GARON	16 126	+228	-12	-39	-103	-138	-47	+46
CC ENTRE BIÈVRE ET RHÔNE	15 656	51	-43	3	-57	-1	39	17
CA DE L'OUEST RHODANIEN	11 747	-12	-23	-52	-1	0	+33	-69
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	10 356	-106	-45	-188	+62	-5	+129	-9
CC DU PAYS DE L'OZON	10 077	+8	+13	+18	+17	-38	-17	+2
CC SAÔNE-BEAUJOLAIS	9 457	+7	-35	-9	+16	+63	-23	-76
CC DU PAYS DE L'ARBRESLE	9 429	+12	-13	+28	-10	+26	-26	-5
CC BEAUJOLAIS PIERRES DORÉES	8 668	+16	-245	-28	+28	+4	-70	-43
CC DE LA CÔTIÈRE À MONTLUEL	7 381	-6	+48	+73	+9	+31	+28	+43
CC DES MONTS DU LYONNAIS	7 153	+3	+6	+25	-16	-7	-11	+25
CC DE LA DOMBES	6 850	-23	+28	+7	-4	+38	-15	+74
CC DES VALLONS DU LYONNAIS	6 077	-58	-25	+8	+23	+4	+47	-98

Nombre d'emplois salariés privés au troisième trimestre 2024 par EPCI et CTM de la métropole de Lyon et évolution en un an





Les recrutements

Clés de lecture

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelle que soit la durée du contrat de travail. Ne sont comptés ici que les contrats d'au moins un mois hors intérim.

Source : Open data France Travail Auvergne-Rhône-Alpes (www.observatoire-emploi-ara.fr) - Urssaf, CCMSA.

Périmètres : EPCI adhérents à l'Agence d'urbanisme de Lyon

Lexique

EPCI : établissement public de coopération intercommunale

CC : communauté de communes

CA : communauté d'agglomération

La poursuite du recul des embauches

Après une année 2022 dynamique sur le plan de l'emploi, 2024 s'inscrit dans la continuité de 2023 avec une diminution du nombre des recrutements dans quinze des dix-huit intercommunalités étudiées. Seules trois d'entre elles enregistrent des dynamiques positives : la CC des Monts du Lyonnais, la CC de la Côte-tière à Montluel et dans une moindre mesure la CC du Pays de l'Ozon. Dans la CC des Monts du Lyonnais, la hausse est portée par les secteurs des services et du commerce. Dans la CC de la Côte-tière à Montluel, ce sont les embauches dans les services et l'industrie qui ont crû le plus (respectivement +15,5 % et + 9,4 % en un an). Dans la CC du Pays de l'Ozon, les recrutements ont augmenté dans l'ensemble des secteurs excepté les services.

Dans les quinze autres intercommunalités, des baisses sont observées, allant de -0,9 % dans la CC des Vallons du Lyonnais à -15,6 % dans la CA de Vienne Condrieu. Le mouvement de recul s'intensifie dans la métropole de Lyon (-8,1 %), faisant suite à une diminution de 4 % en 2023.

La métropole de Lyon est le premier territoire recruteur en 2024 avec 291 300 embauches. Les CA Porte de l'Isère et du Bassin de Bourg-en-Bresse occupent les 2^e et 3^e rangs avec 17 800 et 17 100 embauches dans l'année. Les CC de la Côte-tière à Montluel et des Monts du Lyonnais génèrent moins d'embauches (volumes inférieurs à 3 000 dans l'année) mais se révèlent les plus dynamiques, avec des recrutements en hausse.

Les services toujours largement majoritaires

Le secteur des services constitue le premier secteur recruteur dans l'ensemble des intercommunalités étudiées. La part culmine dans la métropole de Lyon avec 74 %. Dans les CC de Miribel et du Plateau, de la Côte-tière à Montluel et d'Entre Bièvre et Rhône les embauches sont plus diversifiées et la part des services représente au plus 50 % du total des embauches. Ainsi, le territoire de la CC de la Côte-tière à Montluel propose un quart des recrutements dans l'industrie, celui de la CC de Miribel et du

Plateau 28 % dans le commerce et celui de la CC d'Entre Bièvre et Rhône 24 % dans le commerce et 16 % dans la construction.

Le nombre des embauches dans les services est globalement en recul en 2024 par rapport à 2023, y compris dans la métropole de Lyon (-8,8 %). Seuls cinq EPCI enregistrent des hausses : la CC des Monts du Lyonnais (+16,4 %), la CC de la Côte-tière à Montluel (+15,5 %), la CC des Vallons du Lyonnais (+2 %), la CC de la Dombes (+1,8 %) et la CC Saône-Beaujolais (+1,7 %).

Commerce ou industrie en deuxième position

Le commerce est le 2^e secteur recruteur dans 12 intercommunalités sur 18, avec des parts élevées (au moins un quart des déclarations d'embauche) dans les CC de Miribel et du Plateau et du Pays de l'Ozon. Dans dix territoires, les recrutements diminuent ; les baisses les plus marquées s'observent dans les CC de la Vallée du Garon (-17,1 %), de Saône Beaujolais (-10,3 %) et de la Côte-tière à Montluel (-9,7 %). La métropole de Lyon enregistre également un recul des recrutements dans le commerce (-5,1 %).

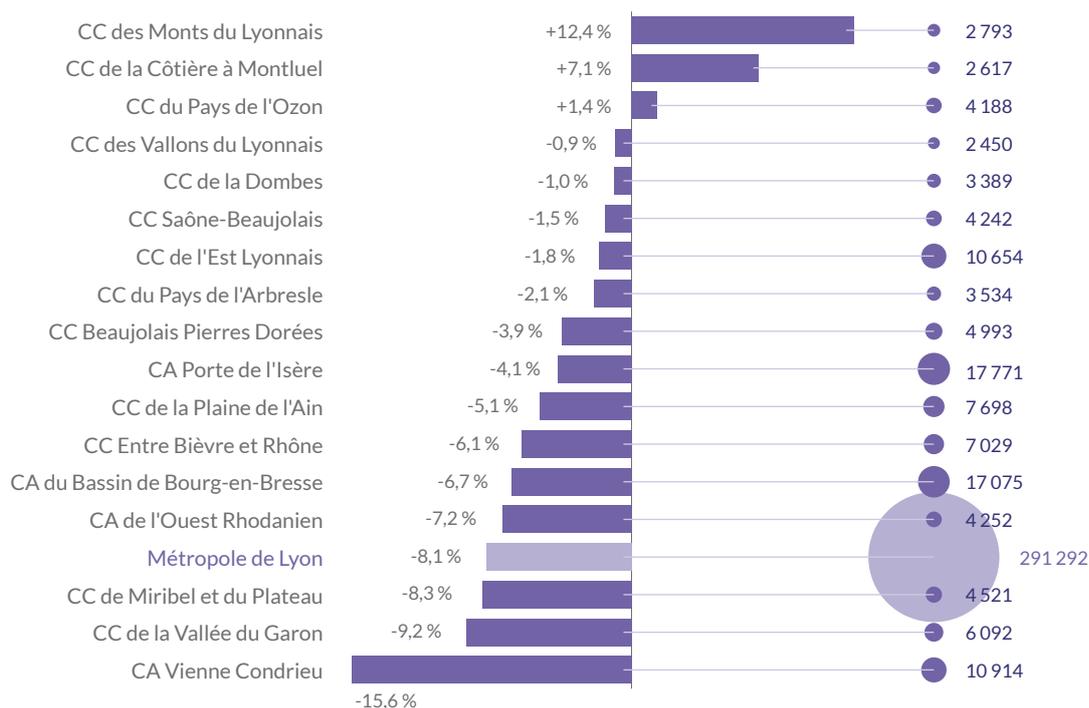
L'industrie arrive au 2^e rang des secteurs les plus recruteurs dans six intercommunalités. Elle a concentré un quart des embauches dans la CC de la Côte-tière à Montluel et un cinquième dans celle de la Plaine de l'Ain. Cette part est également élevée (autour de 18 %) dans les CC des Monts du Lyonnais, du Pays de l'Arbresle, de la Vallée du Garon et la CA de l'Ouest Rhodanien. Le nombre d'embauches dans l'industrie a crû dans cinq intercommunalités (jusqu'à +9,4 % dans la CC de la Côte-tière à Montluel). La métropole de Lyon ne fait pas partie de celles-ci et les embauches dans l'industrie y baissent de 4,8 % en un an. Certains EPCI accusent une forte baisse comme la CC de Miribel et du Plateau et la CC de la Dombes (respectivement -26,4 % et -21,3 %).

Sur l'ensemble des 405 500 recrutements effectués au sein des 18 EPCI étudiés, trois activités concentrent près de 12 % du total : la restauration traditionnelle (5 %), la restauration de type rapide (3,7 %) et le nettoyage courant des bâtiments (2,9 %).

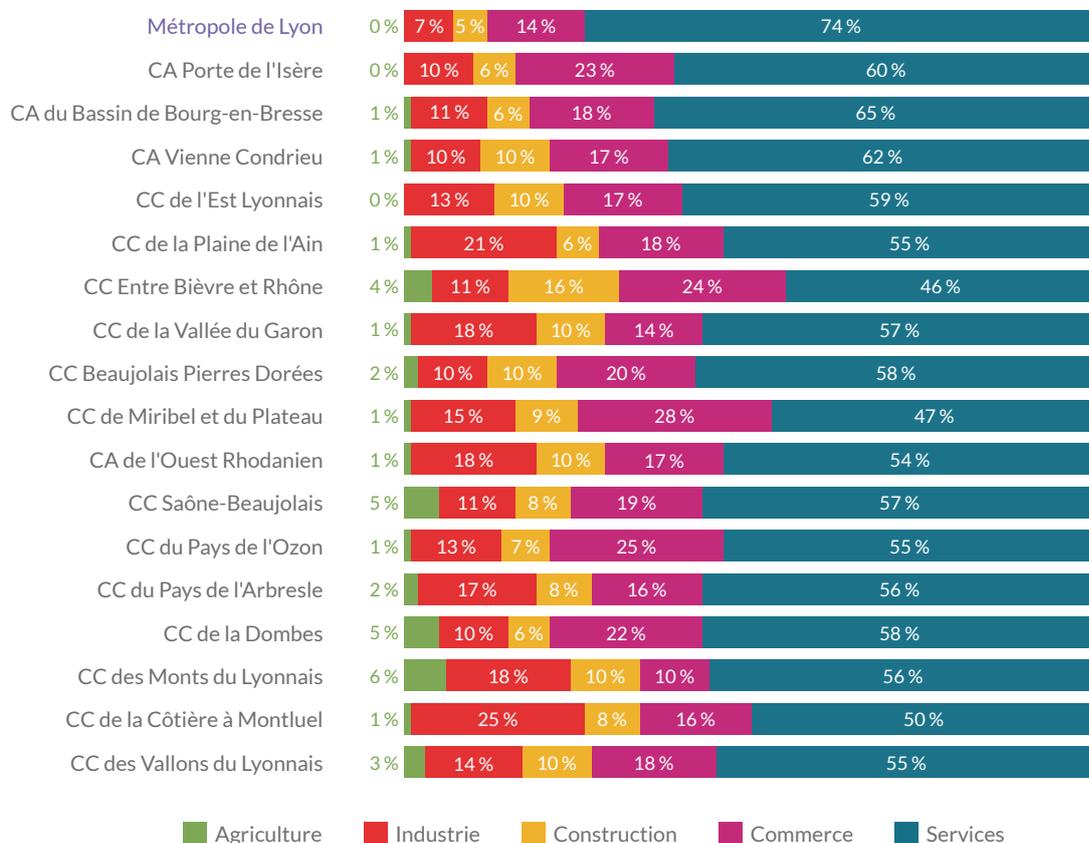


Nombre de recrutements en 2024 et évolution

par rapport à l'année 2023



Répartition des recrutements par grands secteurs en 2024





Les demandeurs d'emploi

Clés de lecture

Sources : France Travail – STMT et Observatoire de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes (www.observatoire-emploi-ara.fr) : données brutes ; sauf la courbe d'évolution : données CVS

Périmètres : EPCI adhérents à l'Agence d'urbanisme de Lyon

Définitions

Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi.

Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78h et moins au cours du mois).

Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois)

EPCI : établissement public de coopération intercommunale

Le nombre de demandeurs d'emploi à la hausse

Globalement, après des mois de baisse marquée et continue en 2021 et la poursuite de ce mouvement en 2022, la tendance du nombre de demandeurs d'emploi est en hausse depuis le deuxième semestre 2023 dans la métropole de Lyon. À fin décembre 2024, dans la métropole de Lyon, 123 300 personnes sont inscrites à France Travail et tenues de rechercher un emploi (catégories ABC), en augmentation de 3,4 % par rapport à la même période un an auparavant. Les demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) sont 71 160, en forte hausse par rapport à décembre 2023 (+7,4 %).

En évolution annuelle, parmi les dix-sept autres EPCI adhérents à l'Agence, trois EPCI présentent une baisse importante du nombre de demandeurs d'emploi : il s'agit de la CC d'Entre Bièvre et Rhône (-2,7 %), de celle de Miribel et du Plateau (-1,4 %) et de celle de la

Vallée du Garon (-0,9 %). À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de plus de 7 % dans la CA de Vienne Condrieu (+7,3 %), dans la CC du Pays de l'Ozon (+7,5 %) et dans celle du Beaujolais Pierres Dorées (+7,6 %).

Plusieurs EPCI présentent une relative stabilité sur la période : la CC des Monts du Lyonnais (-0,1 %), la CA Porte de l'Isère (+0,0 %), celle de l'Ouest Rhodanien (+0,3 %), la CC de la Plaine de l'Ain (+0,6 %) et celle des Vallons du Lyonnais (+0,6 %).

La part des personnes sans aucune activité représente plus de la moitié des personnes inscrites à France travail et tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi dans deux-tiers des EPCI. En particulier, elles comptent pour au moins 55 % des demandeurs d'emploi dans quatre EPCI : Métropole de Lyon (57,7 %), CC d'entre Bièvre et Rhône (61,5 %), CA Vienne Condrieu (56,4 %), CC de Miribel et du Plateau (56,3 %).

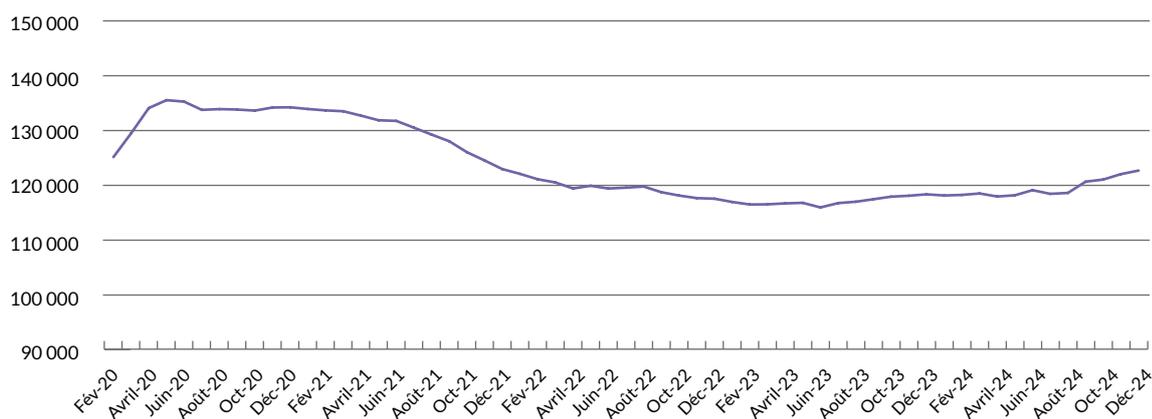
Nombre de demandeurs d'emploi (DE) à fin décembre 2024 et évolution sur un an

Données brutes

	DE cat ABC	Évolution en un an	DE cat A	Évolution en un an
MÉTROPOLE DE LYON	123 300	+3,4 %	71 160	+7,4 %
CA DU BASSIN DE BOURG-EN-BRESSE	9 590	+1,3 %	4 870	+4,5 %
CA PORTE DE L'ISÈRE	9 080	+0,0 %	4 900	+0,9 %
CA VIENNE CONDRIEU	6 420	+7,3 %	3 620	+14,3 %
CC PLAINE DE L'AIN	5 610	+0,6 %	2 940	+2,3 %
CC D'ENTRE BIÈVRE ET RHÔNE	4 970	-2,7 %	3 060	-0,7 %
CA DE L'OUEST RHODANIEN	3 240	+0,3 %	1 610	+2,0 %
CC SAÔNE-BEAUJOLAIS	2 860	+4,4 %	1 450	+8,1 %
CC BEAUJOLAIS PIERRES DORÉES	2 720	+7,6 %	1 330	+8,4 %
CC DU PAYS DE L'ARBRESLE	2 240	+5,3 %	1 060	+2,8 %
CC DE LA DOMBES	2 090	+2,5 %	1 040	+3,5 %
CC EST LYONNAIS	2 060	+1,6 %	1 090	+4,0 %
CC VALLÉE DU GARON	1 760	-0,9 %	950	+4,2 %
CC DES MONTS DU LYONNAIS	1 720	-0,1 %	720	-1,4 %
CC DES VALLONS DU LYONNAIS	1 600	+0,6 %	760	+1,9 %
CC DE LA CÔTIÈRE À MONTLUEL	1 540	+5,6 %	790	+8,1 %
CC PAYS DE L'OZON	1 460	+7,5 %	780	+12,4 %
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	1 440	-1,4 %	810	-1,7 %

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC dans la métropole de Lyon

Données cvs



Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité continue d'augmenter quel que soit le profil

À fin décembre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 7,4 % en un an dans la métropole de Lyon. Les demandeurs d'emploi sans aucune activité représentent 57,7 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie ABC.

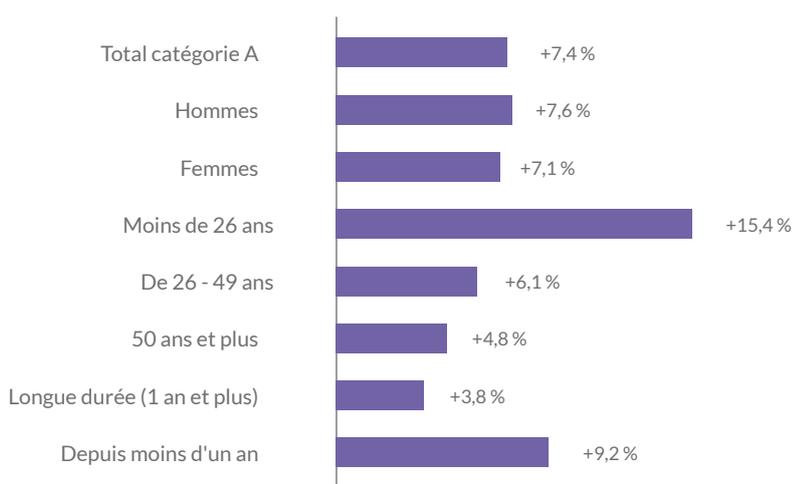
La hausse est installée quelle que soit la tranche d'âge, avec une forte hausse du nombre de jeunes sans activité en recherche d'emploi (+15,4 % en un an). Ce phénomène s'observe depuis déjà plus d'un an.

La hausse s'observe autant pour les hommes que pour les femmes.

Les demandeurs d'emploi de longue durée augmentent moins que les demandeurs d'emploi inscrits depuis moins d'un an (3,8 % versus 9,2 %).

Évolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la métropole de Lyon, selon le profil

Décembre 2024 par rapport à décembre 2023. Données brutes



Le taux de chômage

Clés de lecture

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage).

Un **chômeur** au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir et a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Source : Insee, Estimations de taux de chômage localisés, en moyenne trimestrielle, données corrigées des variations saisonnières

Périmètres : zones d'emploi

Carré métropolitain : périmètre d'étude et d'observation d'Urbalyon

Le chômage, à la hausse

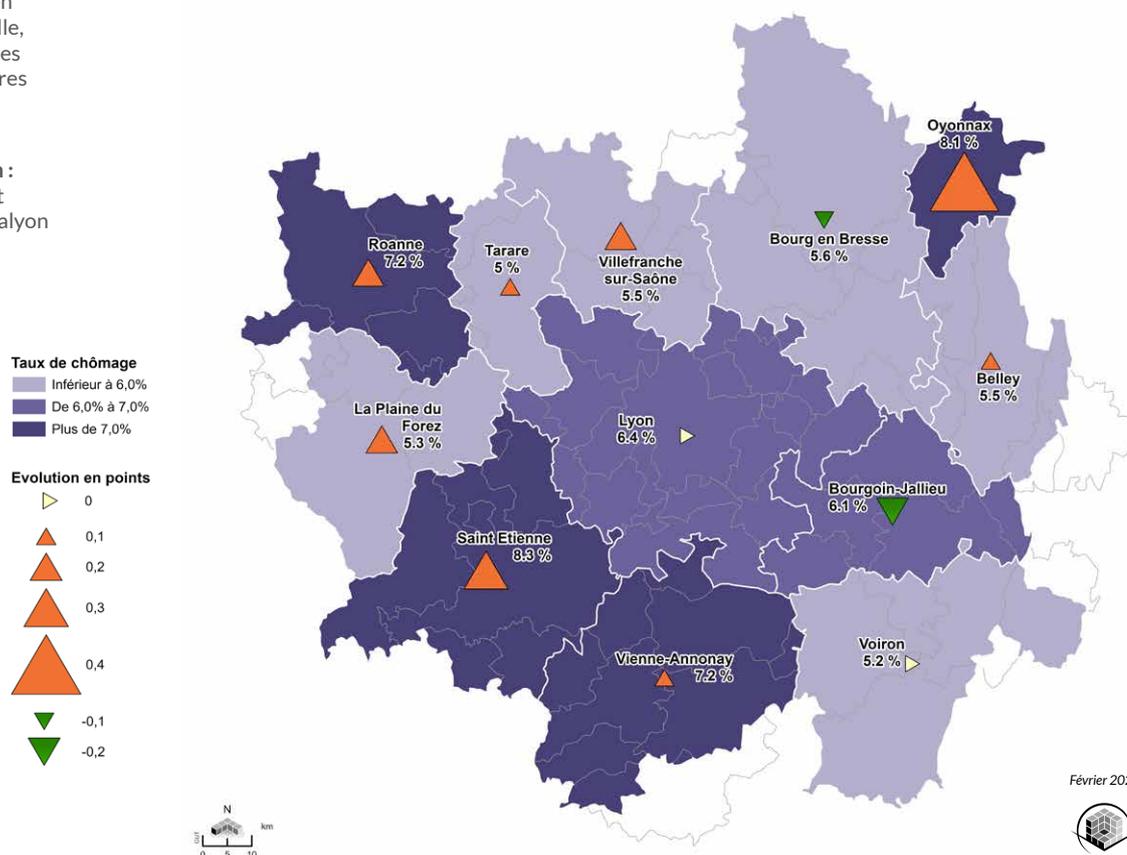
Au troisième trimestre 2024, les taux de chômage des zones d'emploi du carré métropolitain se situent entre 5,0 % et 8,3 %. La part des chômeurs dans la population active augmente dans presque toutes les zones d'emploi, qu'il s'agisse de comparer la situation au trimestre précédent ou à la même période il y a un an.

Les taux de chômage sont en hausse ce trimestre par rapport à la même période de l'année précédente dans toutes les zones d'emploi sauf à Bourg-en-Bresse et Bourgoin-Jallieu avec respectivement -0,1 et -0,2 point. Ils sont égaux à ce qu'ils étaient au trimestre précédent dans les zones d'emploi de Bourg-en-Bresse, de Bourgoin-Jallieu et de la Plaine du Forez mais sont plus élevés dans les neuf autres zones d'emploi.

Quatre zones d'emploi présentent des taux de chômage d'au moins 7 % depuis au moins un an : celles d'Oyonnax, de Saint-Étienne, de Roanne et de Vienne-Annonay. En particulier, celles de Saint-Étienne et Oyonnax continuent d'afficher des taux de chômage qui dépassent 8 %. Les zones d'emploi de Tarare (5,0 %), de la Plaine du Forez (5,3 %), de Voiron (5,2 %), de Villefranche-sur-Saône (5,5 %) et de Belley (5,5 %) continuent d'afficher les taux de chômage les moins élevés dans ce contexte de hausse. Le taux de chômage de la zone d'emploi de Lyon s'établit à 6,4 % de la population active.

Le taux de chômage de la métropole de Lyon est supérieur à celui du département du Rhône (4,5 %) et à celui de la région (6,4 %). Il s'établit à 7,2 % au troisième trimestre 2024, supérieur de 0,1 point à ce qu'il était un an plus tôt et de 0,2 point par rapport au trimestre précédent.

Taux de chômage par zone d'emploi au troisième trimestre 2024 et évolution en un an





Les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)

Clés de lecture

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

Source : CNAF – données consolidées

Périmètre : métropole de Lyon

870 foyers allocataires de plus en un an

En décembre 2024, le nombre de foyers allocataires du RSA atteint 41 930 dans la métropole de Lyon, ce qui correspond à 870 ménages allocataires de plus en un an (+2,1 %). Les effectifs d'allocataires du RSA repartent nettement à la hausse après le recul observé durant trois années consécutives de 2021 à 2023.

Le ralentissement de la dynamique du marché du travail amorcé en 2023 et confirmé en 2024 a eu des conséquences directes sur les niveaux d'embauches, en baisse sur l'année. Les opportunités d'accès à l'emploi ont été moins nombreuses pour les personnes bénéficiaires du RSA. Les difficultés ont été plus marquées encore pour les bénéficiaires du RSA ayant une longue ancienneté dans le dispositif.

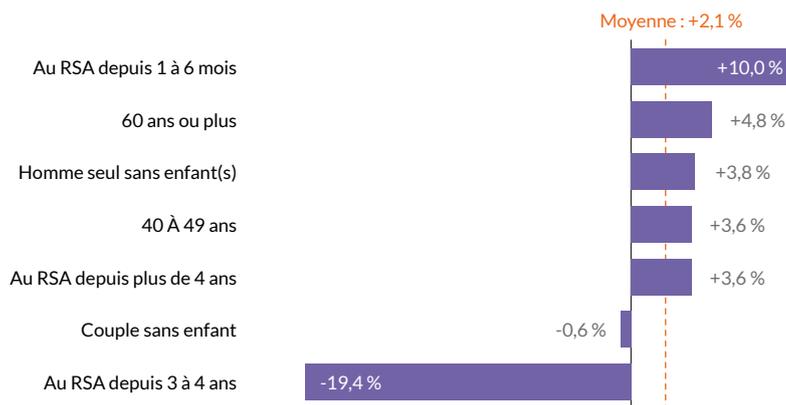
Les bénéficiaires du RSA depuis plus de 4 ans toujours en hausse

La situation à fin décembre 2024 montre la poursuite de la progression des effectifs des allocataires du RSA les plus anciens dans le dispositif. Le nombre de ceux bénéficiant du RSA depuis plus de quatre ans atteint 23 090 en décembre 2024 soit 800 foyers supplémentaires en un an (+3,6 %). La part des allocataires du RSA depuis plus de quatre ans est en hausse de près d'un point en un an et représente désormais 55 % du total des allocataires. Dans la continuité des périodes précédentes,

le nombre d'allocataires depuis un à six mois est toujours en forte hausse (+10 % en un an). Cette évolution n'est pas alarmante dans la mesure où un grand nombre de ces allocataires restent peu de temps dans le dispositif et retrouvent un emploi dans les mois qui suivent leur entrée dans le RSA. Le nombre d'allocataires âgés de 60 ans et plus est en hausse plus marquée que le total des allocataires toutes tranches d'âges confondues (+4,8 % contre +2,1 %). Leurs effectifs restent modérés mais représentent désormais 3 340 foyers soit 7,8 % du total des allocataires.

Les allocataires dans le dispositif depuis trois à quatre ans enregistrent des évolutions très encourageantes avec -19,4 % d'allocataires. Parmi les types de familles allocataires, seul le nombre de couples avec enfants(s) n'augmente pas et se stabilise fin 2024 par rapport à fin 2023. Les hommes seuls sans enfant(s), qui constituent la plus grosse part des allocataires (37 %), enregistrent la progression la plus forte en un an (+3,8 %). Le nombre de femmes seules avec enfant(s) est en légère hausse (+1 %). Ce profil de ménages nécessite une attention particulière car il est plus fortement exposé à la précarité et à la pauvreté du fait de freins périphériques nombreux à la reprise d'emploi (dont la garde des enfants notamment). Les femmes en situation de monoparentalité représentent 29 % des allocataires du RSA en décembre 2024.

Profils des bénéficiaires du RSA (BRSA) concernés par les plus fortes variations (hausse ou baisse) entre décembre 2023 et décembre 2024



Les créations d'entreprise

Clés de lecture

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques incluent les créations sous le régime de micro-entrepreneur.

Source : Insee. Données brutes.

Périmètre : circonscription départementale du Rhône

Hausse des créations d'entreprise en 2024

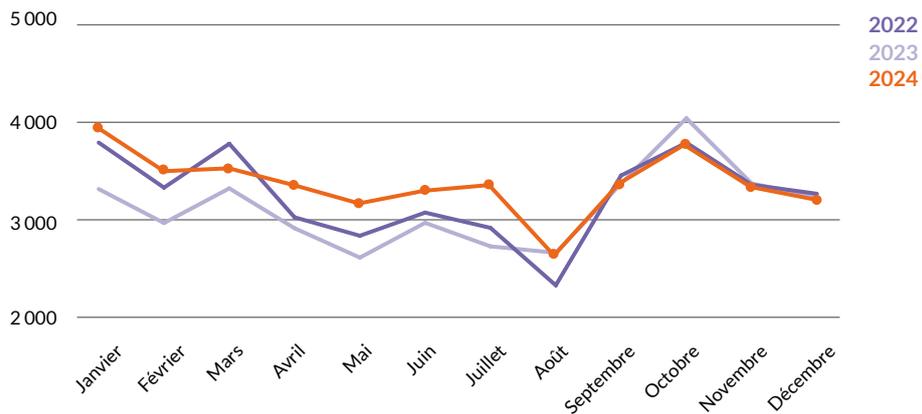
Après deux années de stagnation à l'échelle nationale, le nombre de créations d'entreprise repart à la hausse en 2024. La progression est de +6 % en France, +8 % dans le Rhône et dans la région, +7 % en Isère et +11 % dans l'Ain.

Le nombre de créations de micro-entreprises augmente (+8 % dans le Rhône), celui des sociétés également (+10 %), tandis que celui des entreprises individuelles classiques est en recul (-3 %).

Près des deux tiers des nouvelles entreprises sont créées sous le régime de la micro-entreprise.

Au niveau national, le nombre de créations augmente dans tous les grands secteurs sauf dans l'immobilier. Les secteurs qui enregistrent les plus fortes hausses sont les transports (+25 %, créations constituées à 86 % de micro-entreprises), l'hébergement-restauration et l'industrie (+12 %).

Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



Nombre et évolution des créations d'entreprise

	Nombre de créations d'entreprise en 2024	Évolution par rapport à 2023
AIN	9 188	+11 %
ISÈRE	19 999	+7 %
RHÔNE	40 393	+8 %
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	130 063	+8 %
FRANCE	1 111 238	+6 %



Les défaillances d'entreprise

Clés de lecture

Une **défaillance d'entreprise** correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les résolutions de plans), lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

Les **procédures collectives** comprennent également les sauvegardes.

Sources : Tribunal des affaires économiques de Lyon ; Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

Périmètres : ressorts des tribunaux de commerce (pour le tribunal de Bourg-en-Bresse, il s'agit de la totalité du département de l'Ain)

La hausse devrait se poursuivre

1 980 procédures collectives ont été ouvertes en 2024 au tribunal des affaires économiques de Lyon. Ce nombre est en forte augmentation par rapport à 2023 : +27 %, soit 416 procédures en plus. La hausse des défaillances est plus importante à Lyon que dans les tribunaux de Vienne ou de Villefranche-Tarare, et plus forte également qu'au niveau national (+18 %). À Lyon, les secteurs d'activité les plus concernés par les procédures sont le commerce, la construction, les activités scientifiques et techniques ainsi que l'hôtellerie-restauration.

Plusieurs facteurs expliquent la forte progression des procédures collectives : un effet de rattrapage des défaillances après plusieurs années où les entreprises ont bénéficié de mesures de soutien ; une situation économique qui devient difficile dans certains secteurs d'activité ; un volume d'entreprises commerciales qui progresse au fil des créations (pour un même taux de défaillance, le nombre d'entreprises concernées est plus élevé). Si la grande majorité des procédures concernent

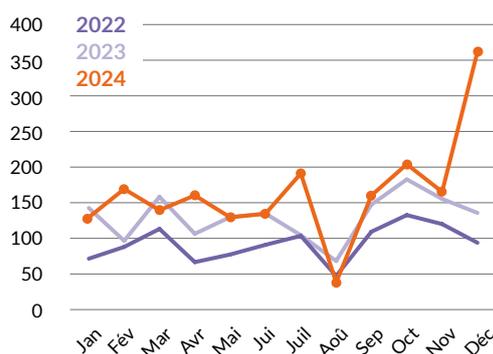
des entreprises sans salarié, une douzaine a concerné des entreprises de grande taille (plus de 250 salariés et plus de 20 millions d'euros de chiffre d'affaires), avec des effets sur l'emploi et sur leurs fournisseurs.

Une nouvelle hausse du nombre de procédures est attendue en 2025.

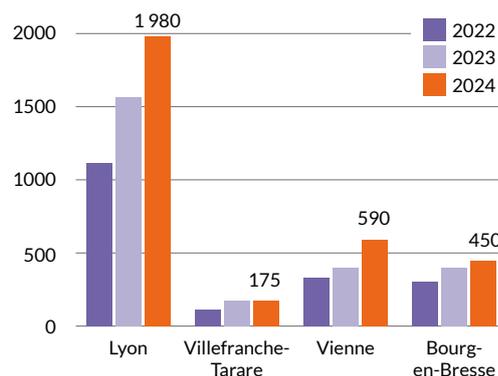
Lyon, nouveau tribunal des activités économiques

Le tribunal de Lyon fait partie des 12 juridictions retenues au niveau national pour expérimenter, pendant quatre ans, la fonction de « tribunal des activités économiques » (TAE). Dans ce cadre, il étend ses compétences à l'ensemble des procédures amiables et collectives, notamment celles relevant jusque-là des tribunaux judiciaires, quel que soit le statut du débiteur. Elles incluent notamment les associations, les sociétés civiles, les professions libérales non réglementées et les exploitants agricoles.

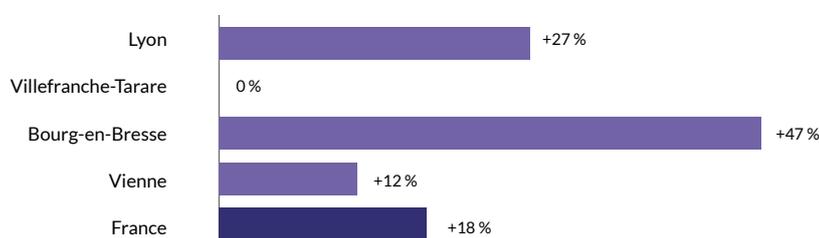
Nombre de procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



Nombre de procédures collectives par tribunal



Évolution du nombre de procédures collectives entre 2023 et 2024



L'immobilier d'entreprise

Clés de lecture

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

La demande placée comprend toutes les transactions ayant abouti au cours de la période, qu'il s'agisse de locations ou de ventes, de biens anciens ou neufs.

Source : Cecim

Périmètre : périmètre d'étude du Cecim, comprenant la métropole de Lyon, ainsi qu'une large partie du Rhône, le sud de l'Ain et le Nord-Isère.

Un recul du nombre de transactions

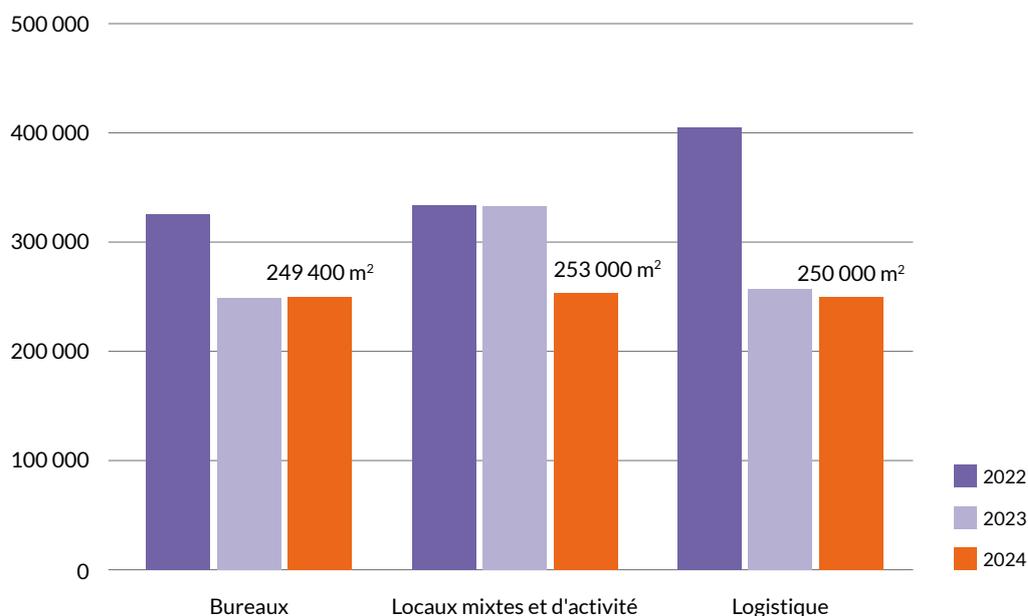
Les marchés de l'immobilier d'entreprise lyonnais ont manqué de dynamisme en 2024, dans une conjoncture nationale incertaine.

Avec 249 400 m² placés et 531 transactions, le marché des bureaux affiche une grande stabilité par rapport à l'année 2023, grâce à un quatrième trimestre en rebond. Ce résultat est cependant inférieur à la moyenne décennale, autour de 295 000 m² par an. La moitié des surfaces placées en 2024 concernent des immeubles neufs ou restructurés, qui correspondent aux attentes de nombreuses entreprises en termes d'image, d'aménités ou de consommation énergétique. La vacance poursuit sa progression et atteint les 7 %. Le secteur de la Part-Dieu se maintient en tête des transactions, avec 23 % des surfaces placées.

Le marché des locaux d'activité enregistre une baisse notable, à la fois des surfaces (253 000 m² échangés, contre 333 100 m² en 2023) et du nombre de transactions (318 signatures, contre 399 en 2023). Il s'agit d'un niveau historiquement bas pour la région lyonnaise, et un recul important. Les transactions pour de grandes surfaces ont manqué, alors que l'attentisme des entreprises reste marqué.

Malgré une forte réduction du nombre de transactions (passant de 15 en 2023 à 7 en 2024), le marché de l'immobilier logistique se maintient autour de 250 000 m² placés. Cette stabilité intègre la transaction hors norme de 160 000 m² pour Amazon au sud de l'aéroport de Lyon-Saint Exupéry.

Demande placée par marché (en m²)





Actualités des entreprises

Clés de lecture

Champ : Sélection d'événements économiques concernant les entreprises du territoire, de novembre 2024 à février 2025

Source : veille presse et internet

Périmètre : aire d'attraction de Lyon

Dans la métropole de Lyon

GIVAUDAN-LAVIROTTE
Actifs pharmaceutiques et nutritionnels
Lyon 8

L'entreprise centenaire est placée en liquidation judiciaire en février ; une cinquantaine de salariés sont concernés.

IN EXTENSO
Expertise comptable
Lyon 2

Le groupe affiche un ambitieux plan de développement d'ici 2028 : croissance externe, nouveaux locaux, renouvellement des outils informatiques.

LA NEF
Coopérative bancaire
Vaulx-en-Velin

La banque éthique est autorisée à prendre son autonomie vis-à-vis du Crédit coopératif.

NETRI
Organes sur puces
Lyon 7

La jeune pousse 'deeptech' lève 12 M€ et inaugure sa première usine de production d'organes reproduisant le corps humain à partir de cellules souches.

Dans le Rhône

BOIRON
Homéopathie
Messimy

Le groupe met en place un nouveau plan de restructuration en France, supprimant 145 postes, et nomme un nouveau directeur général.

SILEX 3D PRINT
Fabrication additive
Thizy-les-Bourg

La jeune entreprise annonce la construction d'une usine à Montagny pour accroître ses capacités de production de prototypes industriels et pièces en série ; 3 M€ investis.

Dans le Nord-Isère

PHOTOWATT
Panneaux photovoltaïques
Bourgoin-Jallieu

La filiale d'EDF Renouvelables cesse son activité, la reprise prévue n'ayant pas pu se faire ; elle emploie encore 160 salariés.

VALEO
Systèmes électroniques et d'éclairage
Saint-Quentin-Fallavier

L'équipementier annonce la fermeture de 2 sites et la suppression de 870 postes en France, dont 238 sur le site nord-isérois.

Dans l'Ain

CARRIER
Traitement de l'air et pompes à chaleur industrielles
Montluel

Le groupe américain tire profit de son investissement de 22 M€ pour améliorer les lignes de production et agrandir les laboratoires de tests et essais ; le site emploie 600 salariés.

GRANUPLAST
Recyclage des plastiques
Jassans-Riottier

L'entreprise, dont le siège est à Ecully et qui était en procédure de sauvegarde depuis un an, est placée en liquidation judiciaire en février. Une reprise de l'activité est encore possible.

GROUPE SAMSE
Distribution de matériaux de construction
La Boisse

Le groupe inaugure deux bâtiments logistiques sur la ZAC des Goucherannes, pour une surface de 55 000 m².

TRANSPOLIS
Expérimentation et essais en mobilité
Saint-Maurice-de-Rémens

Le centre accueille de nouveaux actionnaires et augmente son capital de 2 M€ pour développer ses activités dans la décarbonation et la digitalisation des mobilités.

Nous remercions
la Banque de France,
la CAF du Rhône,
la CCI Auvergne-Rhône-Alpes,
la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne,
le Cecim,
France Travail,
l'Insee,
le Medef Lyon-Rhône,
la Métropole de Lyon,
ONLYLYON Invest,
le Tribunal de commerce de Lyon,
l'Urssaf
et la Ville de Lyon
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Directeur de publication : **Damien Caudron**
Réfèrent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40
c.garinhameline@urbalyon.org
ISSN 0753-34-54

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme